

Quinzième Conférence de la Convention de Nouméa

Quinzième Conférence ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud et ses protocoles (Convention de Nouméa)

Apia, Samoa
29 août 2019

RAPPORT DU SECRÉTARIAT SUR LES ACTIVITÉS MENÉES ENTRE JUILLET 2017 ET JUIN 2019 RELATIVEMENT À LA CONVENTION DE NOUMÉA ET À SES PROTOCOLES

INTRODUCTION

1. Au cours des deux années écoulées depuis la CdP-14 (2017 et 2018), la Convention de Nouméa a été mise en œuvre dans les domaines suivants :
 - travaux de conservation marine et côtière dans le cadre du Programme de gestion de la biodiversité et des écosystèmes,
 - évaluation de l'impact sur l'environnement (ÉIE) dans le cadre du Programme de surveillance et gouvernance environnementales, et
 - travaux en matière de pollution marine dans le cadre du Programme de gestion des déchets et de lutte contre la pollution.
2. Des conseils juridiques sont fournis dans le cadre des différents programmes, sur demande des pays. Des relations étroites ont été établies afin d'aligner le Cadre pour le paysage océanique du Pacifique, et le Secrétariat est un membre proéminent du Groupe de travail du secteur marin de l'agence du CORP, qui cherche à approfondir la gestion intégrée des terres et océans.
3. La mise en œuvre des protocoles de la Convention relatifs aux déversements d'hydrocarbures et l'immersion de déchets a été menée à bien par le Conseiller Pollution grâce au financement de l'Organisation maritime internationale, qui se concentre principalement sur la pollution marine provenant des navires.
4. Au cours de la période de deux ans écoulée, l'accent a largement été mis sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier s'agissant de l'élimination des déchets marins et de la pollution par le plastique grâce à l'élaboration du Plan d'action océanique pour les déchets marins 2018-2025.
5. La Convention de Nouméa dispose de deux sources de financement :
 - a. les contributions des Parties (qui financent la Conférence biennale des Parties) ; et
 - b. un budget de fonctionnement pour les activités menées dans le cadre de la Convention (lequel se compose principalement d'une contribution annuelle à la Convention par le biais de contributions des États-Unis d'Amérique au Secrétariat).
6. Le PROE continue de collaborer avec le bureau sous-régional océanique du programme des Nations unies pour l'environnement, notamment en ce qui concerne la pollution marine et les débris marins, ainsi que la gestion et la planification de l'écosystème marin et côtier, et la gouvernance environnementale, y compris par le renforcement des ÉIE.
7. Le rapport sur les activités menées dans le cadre de la Convention de Nouméa est présenté ci-dessous, conformément aux articles concernés de la Convention et de ses protocoles.

Article 6 : Pollution par des navires

8. Au cours de la période de deux ans couvrant 2017 et 2018, le Pacifique a réalisé deux ateliers régionaux visant à éliminer la pollution provenant des navires. Ceux-ci ont été rendus possibles grâce à l'appui financier de l'Organisation maritime internationale (OMI). L'atelier régional portant sur l'Annexe V de la Convention MARPOL et les installations de réception portuaires s'est déroulé en juillet 2017 à Majuro, dans les îles Marshall, et était accueilli par le gouvernement des îles Marshall. L'atelier régional comptait 31 participants venant de 8 États insulaires océaniques. L'atelier a permis de discuter et d'échanger des expériences sur l'Annexe V à la convention MARPOL (déchets) et de réaliser une analyse des lacunes dans les installations de réception des déchets du port de Majuro. L'atelier régional de 2012 concernant l'Accord du Cap s'est tenu en septembre 2017 à Rarotonga, dans les îles Cook, et était coorganisé par l'OMI et la FAO et accueilli par le gouvernement des îles Cook. L'atelier régional comptait 30 participants issus de 10 ÉTIO. L'atelier fut également l'occasion d'aborder des questions liées à la sécurité maritime par rapport aux navires de pêche et des questions relatives à la sûreté des bateaux, des navires, des vies en mer et à la pollution marine, en particulier la pollution marine par le plastique.
9. L'adoption du Plan d'action régional océanique pour les déchets marins 2018-2025 (PMLAP 2025) lors de la première réunion du Conseil exécutif du PROE, en septembre 2018, a été le point d'orgue des mesures prises pour éliminer la pollution par les déchets marins et les plastiques. Le PMLAP 2025 aborde la pollution plastique « île par île » et définit 11 piliers. La région océanique a également joué un rôle essentiel par son appui à l'adoption d'un Plan d'action pour les déchets marins de l'OMI en coparrainant une proposition de l'OMI conduite par le Vanuatu. Les membres de la Forum Fisheries Agency, sous les auspices de la République des îles Marshall, ont adopté la mesure de conservation WCPFC 2017-04 sur la pollution marine traitant du respect de la Convention MARPOL et de son application pour les navires de pêche qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Article 7 : Pollution d'origine terrestre

10. En 2017 et 2018, la région a poursuivi la mise en œuvre de la *Stratégie régionale océanique de gestion des déchets et de lutte contre la pollution 2016-2025 (Pacifique plus propre 2025)* qui traite les questions liées à la gestion des déchets et à la lutte contre la pollution au travers de la mise en œuvre de projets de gestion des déchets dangereux comme le projet *UPOPS du FEM* qui porte sur les hydrocarbures usagés et le projet *PacWaste du FED10* qui porte sur l'amiante, les déchets électroniques, médicaux et la gestion des déchets dans les atolls. Le projet PacWaste a pris fin début 2018 et le projet UPOPS du FEM arrivera à son terme en 2019. Le projet JPRISM2, financé par la JICA, traitant de la gestion des déchets solides dans la région est en cours de mise en œuvre par l'équipe du projet JPRISM2, qui travaille en étroite collaboration avec l'équipe en charge de la gestion des déchets et de la lutte contre la pollution du PROE.

Article 8 : Pollution issue des activités d'exploitation du fond marin

11. Lors de Conférence judiciaire du Pacifique organisée en septembre 2018, le PROE, en réponse à l'invitation du ministère samoan de la Justice, a effectué une présentation afin de sensibiliser les juges océaniques aux menaces environnementales qui émergent au sein de la région du Pacifique océanique. La présentation mettait en exergue l'importance d'adopter des processus de gestion et de planification environnementales efficaces et que ceux-ci soient soutenus par les outils politiques adéquats, comme l'évaluation d'impact sur l'environnement (ÉIE). Ces processus et politiques de planification existent afin de s'assurer que des garanties soient en place et que nous appliquons une approche préventive des impacts environnementaux et sociaux résultant des grandes évolutions qu'est notamment la prospection pour l'exploitation des ressources minières et des fonds marins. Les sociétés minières et les gouvernements sont intéressés par l'exploration des éventuelles retombées commerciales positives des ressources contenues dans les fonds marins, mais il est néanmoins important de noter que les grands fonds marins abritent une faune marine diverse essentielle à la santé de l'océan dont dépend le mode de vie océanique. La présentation a sensibilisé

les juges à certaines des menaces environnementales émergentes auxquelles le Pacifique est actuellement confronté.

12. Le PROE participe activement à l'équipe technique du CORP qui a fourni des avis techniques à la Conférence intergouvernementale sur un instrument international juridiquement contraignant en vertu de la convention des Nations unies sur le droit de la mer relatif à la préservation et l'exploitation durable de la diversité biologique marine des zones situées au-delà des juridictions nationales (BBNJ). Sous la direction du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS), le PROE a soumis des avis techniques au CORP et aux États membres quant à l'application du processus d'ÉE pour les activités liées aux fonds marins.

Article 10 : Traitement des déchets

13. En 2017 et 2018, le Secrétariat n'a reçu aucune information relative à l'élimination des déchets en mer.

Article 11 : Stockage des déchets toxiques et dangereux

14. En 2017 et 2018, le Secrétariat n'a reçu aucune information relative aux stocks de déchets toxiques et dangereux. Le Secrétariat dispose d'informations sur les réserves d'hydrocarbures usagés, d'amiante, de déchets électroniques, de déchets médicaux et d'autres déchets toxiques et dangereux comme les DDT.

Article 13 : Pollution issue des activités minières et de l'érosion côtière

15. Les lignes directrices régionales du PROE sur l'évaluation d'impact sur l'environnement destinées aux États et territoires insulaires océaniques ont largement contribué à sensibiliser et renforcer les capacités des États membres en matière d'évaluations d'impact sur l'environnement. Il s'agit d'un instrument et d'un outil pour la planification, l'évaluation et la gestion des projets de développement comme l'extraction de sable et l'extraction de ressources minérales terrestres. La dispense de formations dans les États membres les a aidés à comprendre l'importance des processus d'ÉE et de la manière dont ils contribuent à améliorer le processus décisionnel pour ces projets de développement. Un exemple spécifique est notamment la formation à l'ÉE dispensée dans les îles Salomon en 2018 à laquelle quelque 38 personnes ont participé. Parmi ces personnes figuraient des représentants de l'industrie minière et l'un des résultats concrets de cette formation est un plan pour la réalisation d'une formation spécifique sur les ÉE destinée aux acteurs du secteur minier dans les îles Salomon.
16. Les lignes directrices relatives à l'évaluation d'impact sur l'environnement pour le développement du tourisme côtier dans les États et territoires insulaires océaniques (ci-après dénommées les lignes directrices ÉE sur le tourisme côtier) ont été élaborées par le PROE en partenariat avec l'Organisation du Pacifique Sud pour le tourisme (SPTO). Ces lignes directrices ont été présentées lors de la réunion du Conseil de direction de la SPTO de 2018, et la 28^e réunion du Conseil des ministres du Tourisme a reconnu l'importance du partenariat qui unit le PROE et la SPTO. Ces lignes directrices sont désormais publiées et disponibles en anglais et en français.
17. L'élaboration des lignes directrices a reposé sur la décision prise lors de la 12^e Conférence des Parties à la Convention de Nouméa. Les lignes directrices fournissent des orientations aux pays membres et aux responsables des ÉE, aux gestionnaires environnementaux et aux autres personnes impliquées dans la planification, l'évaluation et la gestion du tourisme côtier pour promouvoir la planification et la gestion intégrées des zones côtières afin que le secteur du tourisme obtienne de meilleurs résultats environnementaux et protège ainsi ses biens.
18. Les travaux du PROE relatifs à l'élaboration d'un rapport sur l'état de l'environnement (SoE) et de stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE) pour les États membres sont également une manière d'informer les pays membres de l'impact des pressions de développement sur

l'environnement, lesquelles peuvent résulter en de la pollution et une érosion côtière et de la façon dont ces questions peuvent être gérées grâce à des processus de planification du développement, comme des évaluations d'impact sur l'environnement et des stratégies nationales de gestion de l'environnement. Au cours de la période examinée, les îles Cook ont achevé leur rapport sur l'état de l'environnement (SoE), les îles Marshall et Nioué ont achevé leur rapport SoE et leurs SNAGE, et Nauru a quant à lui achevé une politique nationale environnementale intégrée (NIEP). Le PROE travaille actuellement avec les Tonga, les États fédérés de Micronésie et les îles Salomon sur leurs rapports SoE et SNAGE respectifs.

Article 14 : Aires spécialement protégées et protection de la faune et la flore sauvages

19. Écosystèmes océaniques et insulaires

Le PROE a entrepris une série d'initiatives visant à gérer les écosystèmes océaniques et insulaires, notamment celles-ci :

- Partenariats avec des Membres pour apporter un soutien qui permette une meilleure gestion des domaines et aires protégées des océans.
- Défense et appui en faveur d'une meilleure gestion des océans comme programme majeur pour les ÉIO dans le cadre de la stratégie Pacifique bleu.
- Soutien à la 7^e réunion régionale océanique de la Ramsar et de ses résultats, parmi lesquels :
 - identification des priorités des Membres dans le cadre du Plan d'action régional pour les zones humides ;
 - planification des projets de résolutions de la CdP14 sur le carbone bleu, la culture & les zones humides ; et
 - élaboration d'une proposition pour une initiative régionale océanique de la Ramsar.
- Aide aux experts régionaux et internationaux pour la recommandation de 18 aires du Pacifique identifiées comme étant des zones importantes pour les mammifères marins, et cinq autres aires proposées comme des zones candidates comme zones importantes pour les mammifères marins.

20. Espèces menacées et migratrices

Le PROE a entrepris une série d'activités relatives aux espèces menacées et migratrices au cours de la période examinée, notamment :

- nomination d'un assistant de recherche sur les requins ; travaux continus sur les requins en lien avec la CITES et la CMS qui se poursuivent jusqu'en décembre 2019.
- Le PROE a organisé au Samoa une réunion pré-CdP 18 de la CITES Océanie afin d'aider les Membres à préparer la 18^e CdP à la CITES de mars 2019.
- Le PROE a également organisé un atelier national CITES aux Tonga, en collaboration avec le Secrétariat de la CITES et le gouvernement des Tonga.
- Le PROE a appuyé le Samoa et le Vanuatu lors de la réunion des signataires de la CMS (RdS3) en décembre 2018 pour le protocole d'entente sur les requins à Monaco. Cela visait à aider le Samoa dans sa proposition de répertorier les requins bleus dans l'Annexe II qui a été approuvée lors de CdP12 de la CMS (à noter que la proposition sur les requins bleus n'a pas été adoptée par les signataires et sera rediscutée lors de la RdS4).
- Le PROE, en collaboration avec l'Institut australien de la science marine et le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement dans le cadre du projet Global FinPrint, a entrepris une étude de référence des requins et des raies dans des sites sélectionnés au Samoa.
- Le PROE, avec l'appui de Pew Charitable Trusts, a organisé un symposium ministériel océanien sur les requins en mars 2018 au Samoa. Les îles Cook, les Fidji, les États fédérés de Micronésie, les Kiribati, la Nouvelle-Calédonie, Nioué, Palaos, le Samoa, Tuvalu et le Vanuatu y ont participé. Le point d'orgue fut la signature d'une Déclaration sur la conservation des requins et des raies dans le Pacifique.

- Le Premier ministre du Samoa a annoncé que la ZEE du Samoa était désormais un sanctuaire pour les baleines, les requins et les raies, les dauphins et les tortues, ce qui a donné lieu à la nouvelle réglementation sur la protection de la faune sauvage marine de 2018.
- Le PROE a organisé et animé un atelier sur l'application nationale en mars 2018 afin de sensibiliser à la réglementation sur la protection de la faune sauvage marine en relation avec les dispositions portant sur les requins et les raies.
- Le PROE a organisé un atelier national aux Fidji pour contribuer au renforcement de la mise en œuvre des listes d'espèces marines de la CITES aux Fidji.
- Le représentant du PROE a participé au Comité de la CITES sur les animaux en juillet 2018 à Genève afin de rendre compte des dernières activités menées avec les partenaires océaniques en vue d'aider à la mise en œuvre des obligations de la CITES. Il a par ailleurs fait état des activités menées dans le Pacifique au Comité permanent de la CITES.
- Le représentant du PROE assisté au premier atelier sur la conservation des tortues de mer d'Océanie, organisé en juillet 2018 aux Fidji, en collaboration avec la Commission de l'UICN sur la survie des espèces, le groupe de spécialistes sur les tortues marines, et a présenté le projet de Plan d'action pour les tortues de mer afin qu'il soit discuté.
- Le PROE a élaboré un mandat pour que la base de données TREDIS devienne une plateforme en ligne et cette transition devrait s'opérer au cours de l'année 2019.
- En octobre 2018, le PROE, conjointement avec le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, a mené une étude sur la baleine à bosse dans le Samoa et a fourni des informations concernant un grand échouement de baleines dans les îles Cook ; le PROE a également organisé une formation d'un jour sur l'échouement de baleines pour le ministère samoan.
- En 2018, le PROE, la CPS, la FFA et l'USP ont signé un accord historique avec l'Union européenne et lancé un programme de partenariat marin entre le Pacifique et l'Union européenne (PEUMP). La réunion inaugurale du projet sur la capture accessoire et la gestion intégrée des écosystèmes (composante PROE) a été lancée à Nadi la semaine dernière et la composante planification spatiale marine, qui est gérée par l'UICN aux Fidji, est en cours depuis novembre 2018.

21. **Espèces envahissantes**

Au cours de la période examinée, les activités du PROE axées sur les espèces envahissantes ont largement porté sur la préparation de nouveaux projets qui viennent d'entamer la phase de mise en œuvre. Ces projets comprennent la composante espèces envahissantes du projet PROTEGE du FED11 (5 millions EUR) en appui aux territoires français (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, île Pitcairn et Wallis-et-Futuna) et le projet « Renforcement des capacités nationales et régionales pour réduire l'impact des espèces envahissantes sur la biodiversité importante à l'échelle mondiale dans le Pacifique » (6 252 489 USD), financé par le FEM-6, en appui à certains pays (îles Marshall, Nioué, Tonga et Tuvalu) et une composante régionale importante. Ces projets seront mis en œuvre au cours des quatre ou cinq prochaines années respectivement, et auront des retombées majeures pour les aires protégées. En outre :

- (a) le service de soutien régional océanique à la gestion des espèces envahissantes (PRISMSS) a été mis sur pied dans le cadre de la composante régionale du FEM 6. Le PRISMSS apportera une aide aux initiatives de gestion sur le terrain des espèces envahissantes à travers le Pacifique, à commencer par un programme de formation à la gestion, organisé pour la fin 2019.
- (b) Au cours de cette période, le PROE a également établi le premier outil de publication internet GBIF dans le Pacifique ; celui-ci facilite l'échange de données relatives aux espèces envahissantes et à la biodiversité.

Article 15 : Coopération dans le cadre de la lutte contre la pollution dans les situations d'urgence

22. Le Secrétariat avait enregistré deux incidents ayant généré une réponse du PACPLAN au cours de la période de deux ans 2017 et 2018 :

- 2017 – incident du MV Southern Phoenix à Suva, aux Fidji ; et
- 2018 – MV Kea Trader à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie.

23. Le PACPLAN a été activé dans les deux cas, et la Nouvelle-Zélande qui a répondu à la requête du gouvernement des Fidji en réponse à l'incident du MV Southern Phoenix. Concernant le MV Kea Trader, le propriétaire du navire a fait appel à l'AMSA pour gérer la réponse à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie.
24. L'examen du PACPLAN a débuté en 2018, par le biais d'un atelier PACPLAN organisé en juin à Brisbane, en Australie et financé par l'Australie pour les pays du PACPLAN.

Article 16 : Évaluation de l'impact sur l'environnement

25. Les lignes directrices ÉIE sur le tourisme côtier, discutées précédemment au titre de l'article 13, représentent les premiers outils ÉIE spécifiques à un secteur dans la région et qui se concentrent sur le tourisme côtier en raison de l'interaction majeure de l'industrie avec les ressources des îles du Pacifique. Le tourisme est un secteur économique important et en croissance au sein de la région des îles du Pacifique, et de nombreux États et territoires insulaires océaniques promeuvent le développement dans ce domaine. Les touristes viennent pour admirer les magnifiques régions côtières et la culture océanique. Ce qui attire les touristes dans le Pacifique, la faune et la flore biologiquement productive et écologiquement diverse qui dépend des récifs, des mangroves, des prairies sous-marines et des lignes côtières, est également ce qui soutient le mode de vie des insulaires. Les perspectives touristiques posent dès lors des défis, puisque la majorité des développements se situent dans les zones côtières, ce qui donne lieu à des érosions côtières et accroît la pollution.
26. Le partenariat entre le PROE et la SPTO renforce les efforts de conservation visant à un développement touristique durable qui soutient une approche inclusive pour que les communautés du Pacifique insulaire bénéficient davantage de ce type de développements. Le lancement des lignes directrices ÉIE sur le tourisme côtier est un outil important pour promouvoir l'atténuation des et l'adaptation aux impacts du changement climatique et la gestion des déchets qui menacent notre faune et notre flore et renforce le thème clé de la réunion « Protéger notre Pacifique bleu, notre mode de vie et notre maison ». Les lignes directrices ÉIE sur le tourisme côtier sont mises en avant par la SPTO afin qu'elles soient utilisées par les promoteurs touristiques et le PROE travaille avec la SPTO pour organiser une formation spécifique sur les ÉIE et des renforcements des capacités dans la région.
27. Outre les lignes directrices ÉIE sur le tourisme côtier, le PROE continue de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'ÉIE en dispensant des ateliers de formation nationaux pour sensibiliser aux ÉIE et en fournissant une aide technique consultative aux régulateurs environnementaux des pays membres pour les ÉIE.
28. En 2017, le PROE a organisé des ateliers de formation aux ÉIE dans le Commonwealth des îles Marianne du Nord (15 participants) ; les îles Cook (12 participants) ; les États fédérés de Micronésie, à Kosrae (11 participants) et Pohnpei (22 participants). En 2018, des ateliers de formation ont été organisés à Nauru (9 participants) ; Tuvalu (14 participants) ; dans les îles Salomon (38 participants) et le PROE ont donné une introduction aux ÉIE et à l'outil de priorisation de l'atténuation sur l'île Tanna du Vanuatu (18 participants) et à Port Vila (21 participants) dans le cadre du PEBACC du PROE et de l'atelier du projet « Restauration des services écosystémiques et adaptation au changement climatique (RESCCUE) » de la CPS. En 2019 et jusqu'à ce jour, des ateliers de formation aux ÉIE ont été donnés aux Kiribati (36 participants) ; dans les États fédérés de Micronésie, État du Chuuk (12 participants) et du Yap (37 participants). Les formations aux ÉIE et les exercices stratégiques d'évaluation environnementale se sont accompagnés de l'élaboration de plans d'atténuation de l'impact sur l'environnement.
29. Généralement, les ateliers de formation aux ÉIE du PROE :

- incluent plusieurs agences gouvernementales pour souligner le fait que les responsabilités en matière d'ÉIE vont souvent au-delà des départements/ministères de l'Environnement et concernent d'autres organes gouvernementaux (par exemple, agriculture et planification, énergie, eau, santé, changement climatique, transport, affaires culturelles, tourisme, ordre public, exploitation minière, foresterie, pêche ainsi que gouvernement insulaire local/provincial/externe). Des groupes culturels, des ONG et, le cas échéant, des consultants du secteur privé ont également participé à ces ateliers de formation.
- Incluent une visite de site à un endroit ou à un chantier proposer, qui constitue un aspect important de la formation aux ÉIE visant à encourager les participants à utiliser leurs nouvelles connaissances en matière d'ÉIE pour évaluer les développements existants et les questions environnementales associées.
- soulignent l'importance d'une mise en œuvre efficace des ÉIE afin d'aider les pays à satisfaire leurs engagements et responsabilités dans le cadre des Accords environnementaux multilatéraux auxquels ils sont parties, notamment la Convention de Nouméa.

30. Les principaux résultats de la formation incluent :

- meilleure sensibilisation et compréhension du processus des ÉIE au sein des agences gouvernementales des pays cibles ; développement de lignes directrices en matière d'ÉIE au Vanuatu et à Tuvalu dans le cadre du renforcement des capacités en matière d'ÉIE, des lignes directrices régionales du PROE et des commentaires directs du PROE ; et
- élaboration d'un organigramme des ÉIE et un poster de sensibilisation pour le ministère de l'Environnement de Tuvalu, à utiliser comme outil de communication/pédagogique auprès du gouvernement et des parties prenantes publiques afin de promouvoir la connaissance et le respect du processus de l'ÉIE ; et

31. Outre la formation aux ÉIE, le PROE a continué de fournir une assistance technique aux pays dans le cadre des principales étapes du processus d'ÉIE, notamment le développement des conditions des rapports d'ÉIE et l'examen de ces rapports. La formation aux ÉIE, accompagnée de cette assistance technique, a aidé à améliorer la confiance des pays dans leurs compétences en gestion et surveillance des ÉIE. Néanmoins, il existe toujours des difficultés dans la mise en œuvre des ÉIE dans la région du Pacifique, notamment un contrôle insuffisant des rapports d'ÉIE, une faible conformité des actions de supervision et d'application et un faible niveau d'engagement et de participation publique aux ÉIE. Le PROE travaille avec les pays membres et les partenaires dans le but d'identifier des méthodes pour relever ces défis, notamment :

- encourager les gestionnaires d'ÉIE à établir des réseaux avec les autres agences gouvernementales et partenaires régionaux pour renforcer la conformité de leurs actions de supervision et application, et
- souligner les opportunités d'implication du public lors des principales étapes du processus d'ÉIE, y compris l'identification, la définition de la portée et l'examen du rapport.

32. En 2018, le PROE a rédigé le projet de lignes directrices régionales sur l'évaluation stratégique de l'environnement (SEA) pour les États et territoires insulaires océaniques, qui ont été diffusées en avril 2019 aux pays membres pour commentaires et contributions. Ces lignes directrices complètent et renforcent les lignes directrices régionales sur les ÉIE, dans le but de fournir une planification stratégique et des orientations politiques au Pacifique en matière de développement durable. Les lignes directrices SEA seront présentées lors de la 29^e Conférence du PROE de 2019.

33. Outre ses travaux en matière d'ÉIE, le PROE a contribué à la composante du projet (RESCCUE) de la CPS qui explore la hiérarchisation de la mitigation et les compensations dans la région du Pacifique. Les compensations de biodiversité et la hiérarchie de la mitigation sont des outils pouvant être appliqués dans le cadre du processus d'ÉIE pour contribuer à gérer et atténuer les impacts du projet. Le PROE travaille également en collaboration avec la Banque asiatique de développement (BAD), la Banque mondiale et le Pacific Region Infrastructure Facility au développement de compétences en protection environnementale et sociale dans la région. Ces travaux se sont aujourd'hui élargis pour

constituer une collaboration qui inclut l'Université du Pacifique Sud et forme le partenariat océanien pour l'apprentissage. Il s'agit d'un accord collaboratif qui a été signé par les quatre Parties lors de la 19^e Conférence internationale de l'Association internationale pour l'évaluation d'impact à Brisbane, en 2019. Ce partenariat rassemble des compétences clés, des financements et l'expérience pratique pour aider le Pacifique à garantir que les risques environnementaux et sociaux des infrastructures sont gérés de manière efficace, afin de renforcer le développement économique et l'avenir pérenne des communautés de la région du Pacifique. Pour que ce partenariat porte ses fruits, il sera essentiel d'établir des voies de renforcement des capacités entre le PROE, l'USP et d'autres acteurs afin de développer et de façonner la fonction d'évaluation d'impact environnemental et social dans la région du Pacifique.

34. Le partenariat océanien pour l'apprentissage (PLP-ESS) vise à ce que les partenaires collaborent en vue de stimuler les formations, l'échange de connaissances, l'expertise technique et le renforcement des capacités relatifs aux garanties et aux normes environnementales et sociales dans la région du Pacifique et répondent aux demandes spécifiques qui émanent des Membres insulaires océaniques d'appuyer le renforcement des capacités en fournissant un soutien logistique afin de dispenser des formations et d'organiser des mentorats pour les apprenants, développer les programmes, fournir des lieux, proposer des formateurs et de l'aide en matière d'ÉIE, SEA et ESF. Le PROE et ses partenaires organiseront ensemble un évènement en marge de la 29^e Conférence du PROE en vue de faire connaître le partenariat et d'informer les pays membres sur les activités de renforcement des capacités en matière de garanties environnementales et sociales qui devraient être renforcées dans la région.
35. En tant qu'entité accréditée auprès du Fonds vert pour le climat et du Fonds d'adaptation, et qu'entité de projet auprès du Fonds pour l'environnement mondial, le PROE dispose désormais de son propre système de gestion environnementale et sociale, un outil important pour la bonne application des projets du PROE dans la région, afin de garantir que tous les risques potentiels environnementaux et sociaux soient gérés de manière efficace.

Protocoles à la Convention : Cf. articles 6, 10 et 15 ci-dessus.